
le fil rouge

Réfléchir et agir pour une viabilité humaine du travail dans la démocratie.

Pour une transformation du travail.

Pour que le travail ait le sens que nous voulons qu'il ait.

Visée démesurée ?

Oui.

Quitte à choisir, autant en choisir une qu'on ne perdra pas de vue.

L'horizon des possibles : pour une politique du travail dans la démocratie

par Yovan Gilles

Le traitement politique qui est fait du travail est singulièrement disjoint de la dimension anthropologique et existentielle de celui-ci. Plus pour longtemps, pour peu que nous nous ressaisissions de cet aspect fondamental du travail comme réalisation de soi, dont les enjeux dépassent de loin le débat simplement intellectuel.

Pourquoi négliger l'idée que les formes du travail participent de la construction de la démocratie directe et indirecte ? La démocratie est envisagée ici comme la condition collective (« condition tragique » disait Castoriadis) qui reformule et réinvente sans cesse les modalités du vivre, du survivre et du périr-ensemble (cela en fait partie également).

Pourquoi encore, sous l'effet du chômage, de la précarité et de la flexibilité accrue du travail qui minent la nation dans son ensemble, la réflexion sur la finalité et le sens du travail dans la vie de chacun(e) et dans la société demeure-t-elle si singulièrement atone dans le débat politique, alors qu'elle polarise l'intérêt croissant de tous ceux qui, aujourd'hui, dans leurs situations et leurs pratiques professionnelles, savent que le seul traitement au jour le jour et au cas par cas des urgences sociales n'est pas en mesure de répondre au désir socialement partagé d'une viabilité humaine du travail ?

« La lutte contre le chômage », « les délocalisations », « la création d'emplois » sont des slogans à l'ordre du jour des discours de celles et ceux qui ont en charge les affaires publiques, quelle que soit la sensibilité dont ils se réclament. Par contre, nous devons remarquer que, malgré la publicité par défaut qui a été donnée à la « souffrance au travail » ces dernières années, aucun(e) candidat(e) n'en a fait état lors de la campagne des dernières élections présidentielles de 2012. Même si les débats publics, colloques, enquêtes, séminaires sur le travail se sont multipliés ces deux ou trois dernières années à un point que je n'ai jamais connu pour ma part auparavant, la relative indifférence des instances politiques à la question du travail, si ce n'est une adhésion principielle et sans frais à une *valeur travail* qui irait de soi comme une sorte de naturel social, est toujours aussi insigne.

Aussi le travail comme question politique qui engagerait le devenir d'un bien commun dans le contexte de la France, de l'Europe et de la mondialité, et pas simplement l'exaltation d'une valeur (qu'on n'évalue d'ailleurs peu ou pas du tout si ce ne sont les chercheurs), ne génère qu'une écoute évasive et attentiste. Il est vrai que le rapport social au travail est multiple et contradictoire ; c'est sans doute pour cette raison qu'il trouve peu d'échos dans les discours des partis politiques, qui ont du mal à lui reconnaître une pertinence électorale immédiate, si ce n'est l'allusion encore une fois à la *valeur travail*.

Il faut dire que c'est plutôt l'emploi et non le travail - assimilé à celui-ci - qu'on exalte et valorise le plus souvent, sous l'effet de ce chômage de masse qui joue l'incruste indésirable depuis quelques décennies dans la majorité des pays occidentaux. Que les politiques s'emploient à définir les moyens technico-institutionnels pour restaurer le plein-emploi, est ce que l'on attend d'eux. Et cet objectif s'accorde aujourd'hui au diapason des préoccupations prioritaires des Français(e)s ; cela, dans un contexte où l'affirmation de la défense de la solidarité nationale le dispute à une économie-monde qui se fait les dents sur les « avantages salariaux », « les travailleurs protégés », les « privilégiés » du statut, les chatouilleux de la fiche de paye, louvoyant au cœur d'une guerre économique qui mettrait aux poignes l'Europe et le reste du monde.

Le « plus » de compétitivité requis pour ce faire n'a qu'une seule issue : compresser davantage les coûts du travail et donc les salaires, et que chacun s'estime heureux d'avoir seulement un emploi ! Et la gratification salariale, si elle est exaucée, apparaîtrait alors comme le principal moteur de l'assiduité au travail. Mais c'est là une apparence. Car ce que tout un chacun investit de soi dans le travail est si inquantifiable et si inévaluable à l'aune des seules logiques de rendement (on confondra d'ailleurs à tort travail et rendement), que l'importance du travail comme enjeu personnel et collectif de réalisation de soi (avec les autres), comme dimension encore d'innovation subjective si l'on parle de métier, est sous-estimée quand bien même que ce que nous

appelons le travail circonscrit l'ordinaire prépondérant dans nos vies.

Le travail fait référence à un contenu à la fois sensible et intelligible, ce que ne traduit guère la notion d'emploi. La réalisation de soi, elle, est une locution qui fait référence à une dimension anthropologique du travail ; elle met en cause les catégories et les dichotomies peu solubles dans la réalité à partir desquelles on appréhende le travail lui-même : qualifié ou déqualifié, intellectuel ou manuel (distinction qui est un non-sens), « épanouissant » ou « aliénant », « créatif » ou « répétitif » (mais là encore qu'est-ce qui se joue comme différence dans la répétition ?).

De la sorte, les interrogations sur le travail débordent largement les inquiétudes légitimes concernant la valeur statutaire de l'emploi et sa fonction économique pour embrasser des aspirations ayant trait au devenir de la communauté humaine et sociale du pays et pour contester le bien fondé des finalités strictement économiques qui ravissent à l'appréciation des citoyens le soin de dire ce qu'est pour eux cette satanée valeur travail qui sucre les meilleures intentions démocratiques, au nom de la Nécessité et du *plusisme* ambiant qui l'alimente.

Les finalités et les modalités du travail, quant à elles, mais aussi l'inscription de l'ensemble des activités qu'il décline dans une pluralité de temps sociaux : bénévolat, engagements associatifs, collectifs divers, citoyenneté active, secteurs coopératifs, autoproductions, n'en concourent pas moins que le secteur dit productif à la richesse commune. La conciliation souvent déçue mais tant souhaitée entre liberté et travail, l'expression ou, au contraire, le déni de la subjectivité créatrice dans le cadre du salariat, sont l'objet de questions de la part des salariés du secteur public comme du privé. Toutes ces questions ne manifestent-elles pas le désir et l'urgence d'une transformation du travail sur les lieux mêmes où les activités de travail se déploient à des échelles variables ?

Une telle demande de sens à propos du travail ne peut donc plus se contenter, en France, d'un pragmatisme étriqué qui ne considère que l'emploi *qu'on a ou n'a pas*. Pire encore, le durcissement ces dernières années des positions gouvernementales en faveur de la réinsertion des chômeurs de longue durée notamment débouche aujourd'hui sur la culpabilisation du non-travail, la pénalisation des potentiels fraudeurs et un raidissement des conditions d'accès à l'indemnisation. À en croire certains, ces « droits » seraient désormais à tenir au rang de prérogatives s'ajustant mal aux exigences de l'économie concurrentielle et d'un marché du travail relooké qu'elle appellerait de ses vœux, moyennant davantage de précarité, de « flexi-sécurité » et nous murmurant à voix basse que le seul droit qui vaille désormais est le devoir d'employabilité.

Alors que la Droite et le Front mariné célèbrent les vertus du surtravail,

avec un ton de commisération ciblant le déclin (illusoire) d'une France réticente à l'effort, la Gauche s'est montrée bien timide pour dire en quoi la réduction du temps de travail qu'elle a pourtant voulu avec les 35 heures, est ou non encore souhaitable, dans le cadre d'un projet social que l'on souhaiterait plus trempé.

L'idée d'une société pluridimensionnelle, reposant sur la reconnaissance et la complémentarité de manières plurielles de produire et de travailler, peine à s'énoncer clairement aujourd'hui. Et la réduction du temps de travail, exprimant l'émancipation historique et continuée de la contrainte au travail, à condition qu'elle soit choisie, peut nous promettre à autre chose qu'à une société des loisirs, où les pratiques de consommation donneraient le change à la réalisation de soi, même s'il est vrai que les trois grandes finalités du travail, que nous pourrions résumer comme telles : la reproduction de la richesse, l'intégration statutaire à la société et la réalisation de soi, se trouvent inégalement valorisées selon les catégories socioprofessionnelles auxquelles on appartient. Mais il est faux de dire que les classes paupérisées auraient un rapport instrumental au « boulot » (un simple moyen de gagner sa vie que satisfait amplement le *plusisme*) et que d'autres, les diplômés plus aisés auraient un rapport davantage existentiel à leur profession. C'est là méconnaître les raisons qui ont présidé et continuent de présider à la longue histoire des luttes sociales, ouvrières et autres.

La perspective du *travailler mieux*, à la fois le travail de qualité (l'ouvrage de facto) et la qualité de travail (l'ouvrage de soi) - que l'on travaille 70 heures par semaine ou 20 heures par an - implique, bien sûr, de soustraire la notion de richesse et d'utilité sociale à l'évaluation des seuls indicateurs de croissance promus par l'économie de l'accumulation indifférenciée de biens et de services, dont le principal effet est de rehausser le plus haut sommet du monde : celui des décombres et des ordures (par exemple, chaque année, près de la moitié des produits alimentaires et productions agricoles sur terre sont soit perdus, soit ne trouvent pas preneurs).

Bien plus, cela en appelle à une vision politique substituant, à la coercition par la compétition, des relations de coopération, la coopération étant d'ailleurs le mode opératoire des compétiteurs associés, puisque le sens originnaire du mot compétition est : chercher ensemble. Et c'est dans cette perspective qu'une réflexion et une action en faveur de la viabilité humaine du travail dans la démocratie est souhaitable aujourd'hui, et que cet enjeu n'est pas non plus étranger à la nécessaire refonte écologique des modes de production. Mais ceci est une autre histoire.

Yovan Gilles

Les périphériques vous parlent